

À LA VEILLE DU SCRUTIN

Une journée et une soirée électorale sous haute tension

Le premier tour de la primaire de la droite a lieu dimanche 20 novembre

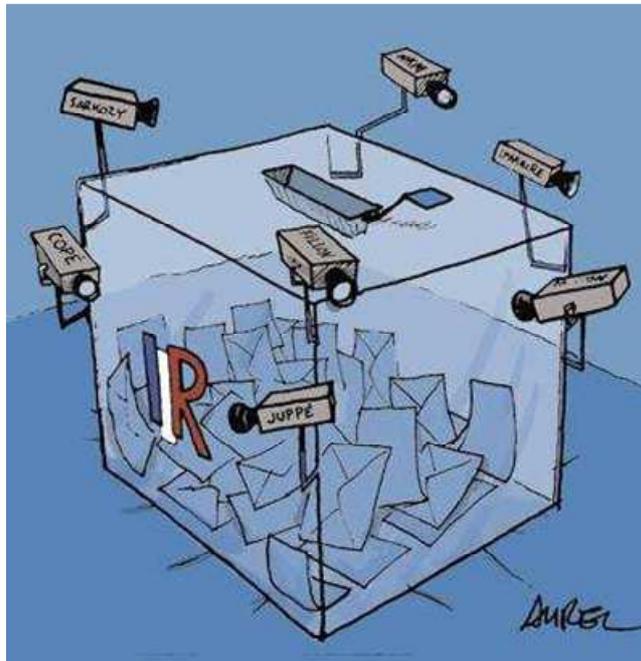
Dimanche 20 novembre, la droite s'apprête à vivre une journée inédite. Habités à désigner leur candidat à la présidence par le vote de militants lors de congrès très convenus, les héritiers du RPR et de l'UMP vont cette fois-ci devoir gérer une large primaire ouverte. Environ 81 000 bénévoles tiendront 10 228 bureaux vote. Et à partir de 19 heures, ils devront dépouiller des millions de suffrages d'électeurs. Une opération électorale périlleuse tant d'un point de vue logistique qu'au niveau de la sécurité. Surtout pour un parti qui a été incapable de bien gérer l'élection à la présidence de l'UMP en 2012.

Des bureaux de vote sous surveillance

Chacun des bureaux de vote sera tenu par un président et trois assesseurs. La Commission nationale d'organisation de la primaire (CNOP) a éprouvé des difficultés pour trouver des bénévoles dans une centaine d'endroits, par exemple dans le Pas-de-Calais. Vendredi 18 novembre, Thierry Solère, président de la CNOP, assurait que tout avait été réglé et que la totalité des bureaux serait bien ouverts.

Chacun des sept candidats peut aussi se faire représenter dans les lieux de vote par un délégué accrédité auprès des instances. Une façon de surveiller au plus près les opérations électorales. Les gros candidats auront quasiment des représentants partout. Dans ce parti traumatisé par les soupçons de fraude lors de l'élection à la présidence de l'UMP en 2012 entre Jean-François Copé et François Fillon, certains ont particulièrement mis en garde leurs troupes.

Le directeur de campagne de M. Fillon, Patrick Stefanini, a envoyé une vidéo à tous les délégués où il leur donne plusieurs conseils. Certains sont basiques : bien vérifier qu'il n'y a pas déjà des bulletins dans l'urne à l'ouverture du bureau ou ne pas s'absenter trop longtemps au déjeuner. D'autres plus sourcilieux : faire attention aux mines de stylos coincées sous les ongles que certains pourraient utiliser pour raturer et donc invalider un bulletin lors du dépouillement.



Le déroulement du dépouillement

A 19 heures, tous les bureaux de vote fermeront. Comme dans toute élection nationale, les électeurs présents dans la salle de vote au moment de la fermeture des portes pourront encore glisser leur bulletin dans l'urne. Le président et les assesseurs procé-

deront ensuite au dépouillement qui sera public.

Cette opération sera un peu plus compliquée que lors d'une élection traditionnelle. Les sarkozystes ont en effet réclamé que les signatures du premier chelou, celui où les électeurs signent la charte de la primaire, soient aussi vérifiées en plus du cahier d'émargement. Une fois les bulletins comp-

tés, le président du bureau de vote devra saisir ces résultats sur un outil informatique. Un SMS sera alors envoyé à tous les assesseurs avec les résultats. S'ils remarquent une erreur de saisie – ou une tentative de manipulation –, ils auront alors une demi-heure pour contester ces résultats auprès de la haute autorité de la primaire. Quand tous les membres du bureau seront d'accord, le président signera le procès-verbal. Autre garde-fou, les résultats monteront directement à la haute autorité sans passer par l'échelon départemental de la fédération, lieu possible de tritoutillage lors d'élections. Les procurations sont interdites.

L'annonce des résultats

A Paris, la haute autorité commencera à compiler les résultats venus des 10 228 lieux de vote à partir de 19 heures. Lorsque les 2 000 premiers bureaux dépouillés auront été validés, ils seront annoncés – peut-être vers 20 h 15 - 20 h 30, selon la haute autorité. Cette tendance devra être prise avec des pincettes, les premiers bureaux dépouillés seront en effet ceux où il y a eu le moins de votants (notamment ceux sur les terres les plus à gauche ou les bureaux les plus isolés).

Ensuite, les résultats seront rafraîchis tous les quarts d'heure sur le site Primaire2016.org qui affichera le nombre de bureaux validés. Pour surveiller le travail de la haute autorité, chaque candidat aura un représentant présent dans l'immeuble de l'instance. Thierry Solère et Anne Levade, présidente de la haute autorité, ne savent pas encore à quelle heure ils pourront annoncer les résultats définitifs. Ils espèrent pouvoir le faire entre 22 heures et minuit. Mais tout dépendra de la fluidité des opérations sur le terrain. Dans un souci de transparence, les résultats de chacun des bureaux de vote seront communiqués dans la nuit. Les candidats auront alors 24 heures pour déposer des recours. ■

MATTHIEU GOAR

FISCALITÉ Les députés adoptent le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu

Les députés ont adopté, vendredi 18 novembre, l'instauration du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu à partir de janvier 2018. L'opposition, qui promet de revenir sur cette mesure en cas d'alternance, avait empêché la veille l'adoption de cet article par l'Assemblée nationale. – (AFP)

TRANSPARENCE La justice saisie à propos du patrimoine de l'ex-sénateur Vendasi

La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique a annoncé, vendredi 18 novembre, avoir saisi la justice concernant les déclarations de patrimoine de l'ancien sénateur (PRG) de Haute-Corse François Vendasi. La Haute Autorité estime qu'« il existe en l'état un doute sérieux quant à l'exhaustivité, l'exactitude et la sincérité de ces déclarations ». – (AFP)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES Cécile Duflot candidate à Paris en 2017

Cécile Duflot, députée de Paris et candidate malheureusement à la primaire écologiste, a été choisie, mercredi 16 novembre, par les militants d'Europe Écologie-Les Verts de sa circonscription, qui regroupe une partie du 11^e et du 20^e arrondissement de la capitale, pour être leur candi-

date aux législatives de juin 2017. Cette désignation doit être entérinée par un conseil fédéral du parti les 10 et 11 décembre.

DROGUES 500 kg de cannabis saisis dans un local municipal à Saint-Denis

Un camion transportant 500 kg de cannabis en provenance d'Espagne a été intercepté jeudi 17 novembre au moment où il entrait dans le centre technique de la mairie de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Deux employés municipaux ont été interpellés. – (AFP)

PRÉCISION Centre pour migrants: les nouveaux chiffres de la préfecture

Dans son édition datée du 18 novembre, *Le Monde* avait fait état d'un faible taux de remplissage du nouveau centre d'accueil de première urgence pour migrants à Paris. La préfecture d'Ile-de-France a tenu à s'expliquer en communiquant de nouveaux chiffres. De 220 lits occupés, mercredi 16 novembre, le taux de remplissage serait désormais passé à près de 400, son maximum, vendredi 18 novembre. Depuis l'ouverture de ce dispositif d'urgence le 10 novembre, 800 personnes auraient été accueillies, et 529 hébergées. Et 187 migrants auraient déjà été réorientés vers des lieux d'hébergement plus pérennes.

L'extrême droite s'invite dans un manuel de géographie de 5^e

Surprise et stupéfaction. C'est la réaction qu'a eue David Noël, professeur d'histoire-géographie en classe de cinquième, au collège Paul-Duez, à Lefres (Pas-de-Calais), quand il a ouvert l'édition 2016 du manuel Nathan pour préparer un cours sur le thème de la croissance démographique. Dans une double page « débat », intitulée « Sommes-nous trop nombreux sur la planète ? », le premier document proposé aux élèves reprend des extraits d'une interview d'un essayiste américain aux thèses malthusiennes, Alan Weisman, publiée... sur le site Breizh-info.com.

Ce site de « réinformation » est le vaisseau sur Internet de l'extrême droite identitaire bretonne. Dirigé par Yann Vallerie, ancien chef de file du mouvement identitaire Jeune Bretagne, qui appartenait au Bloc identitaire, Breizh-info.com relaye régulièrement des articles anglophones qui mêlent délinquance, immigration et islam. Un Fdesouche régional, en quelque sorte.

David Noël, qui est conseiller municipal d'opposition (PCF) à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), ville dirigée par Stevee Briois (FN), a fait part de son émotion sur son blog, le 9 novembre. « Le discours d'Alan Weisman est un discours malthusien sur la surpopulation. C'est constatable, mais soit. Mais plus que le fond du discours, c'est la source qui interroge, écrit-il. Un élève curieux à qui viendrait l'idée d'aller sur Internet découvrir le site Breizh-info tomberait donc, entre deux publicités pour le dernier ouvrage d'Eric Zemmour ou celui de Philippe de Villiers, sur une interview de Ludovine de La Rochère, présidente de La Manif pour tous, l'annonce d'une conférence de Renaud Camus sur

LE DOCUMENT PROPOSÉ AUX ÉLÈVES REPREND UNE INTERVIEW PUBLIÉE SUR LE SITE DE « RÉINFORMATION » BREIZH-INFO

le « grand remplacement »... »

Tel qu'il est présenté, le document en question a vocation à nourrir le débat contradictoire. Il est confronté à un entretien donné par le journaliste Fred Pearce dans *New Scientist*, un hebdomadaire scientifique anglophone, qui défend la thèse opposée. Reste une interrogation : les enseignants, recteurs, correcteurs, éditeurs rédigeant un manuel scolaire peuvent-ils ignorer la nature des sources qu'ils citent ?

Chez Nathan, on reconnaît une erreur, en se gardant de pointer du doigt des coupables. « Les auteurs avaient au départ proposé comme source "d'après des entretiens donnés par Alan Weisman en 2014" [et non pas Breizh-info], explique Agnès Botrel, directrice éditoriale pour les sciences humaines. L'entretien retranscrit a été publié par le journal *Le Courrier du Parlement*. » Manière de dire que c'est dans un magazine destiné aux élus que les auteurs sont allés puiser leur inspiration, et non sur un site d'extrême droite. En réalité, le document est un assemblage de verbatim de l'essayiste, piochés dans deux interviews publiées sur Breizh-info : celle du *Courrier du Parlement*, que le site avait retranscrite, et une autre, accordée à Yann Vallerie.

Les manuels numériques des élèves sont en cours de correction, indique-t-on chez Nathan, et leurs utilisateurs pourront les mettre à jour. Un erratum sur Internet, avec mention de la source erronée, et un texte explicatif à l'usage des enseignants, pour qu'ils prennent « toutes les précautions nécessaires pour utiliser ce document », viennent compléter le mea culpa. ■

MATTEA BATTAGLIA ET OLIVIER FAYE

colloque international

MODERNITÉS RÉPUBLICAINES

JEUDI 24 - VENDREDI 25 NOVEMBRE 2016

Sous le Haut Patronage du Président de la République
Colloque inaugural du Centre Européen des études Républicaines (CEDRE)

École normale supérieure
29 rue d'Ulm 75005, Paris
Entrée libre dans la limite des places disponibles
univ-psl.fr/etudes-republicaines-CEDRE